

IL A CLÔTURÉ SA TOURNÉE NATIONALE JEUDI À TIPASA

Sellal met en garde les opposants au quatrième mandat

Abdelmalek Sellal met en garde : «Les partisans de la fitna et de la zizanie, les aventuriers doivent savoir que l'intérêt du pays prime sur tout.» Le message est très clair, en effet. Le pouvoir ne tolérera aucune entrave à son projet politique, maintenant que «la machine» du quatrième mandat pour Abdelaziz Bouteflika est lancée de manière officielle.

De notre envoyé spécial à Tipasa, Kamel Amarni

Cette mise en garde, le Premier ministre la lançait à partir de Tipasa, la quarante-huitième et dernière wilaya qu'il visite, au terme d'un périple de quatorze mois où il ne s'est agi d'ailleurs que d'une gigantesque campagne de promotion du bilan de Abdelaziz Bouteflika et de «vendre», par là même, l'option de ce quatrième mandat, assimilé par ses promoteurs à un gage de stabilité.

Jeudi dernier, au moment où Sellal tenait ses propos à la salle des conférences de la wilaya de Tipasa, devant les représentants de «la société civile», la police, elle, donnait déjà à Alger un aperçu de la détermination du pouvoir et de ses intentions à court terme. «Nous nous apprêtons à tenir des élections présidentielles le 17 avril prochain. Le Président Bouteflika s'est engagé à ce que cette élection se déroule dans les meilleures condi-

tions. Nous ne permettrons à personne de se jouer des voix des citoyens. A ce titre, le Président et le gouvernement ont donné des instructions et à tous les niveaux pour que cette élection ait lieu dans la transparence la plus totale», dira encore Sellal.

Se voulant rassurant, il ajoutera que «quiconque touchera à la démocratie sera sévèrement puni» ! Puis, encore, «mais en même temps, les partisans de la fitna et les aventuriers qui cherchent à replonger le pays dans la crise doivent cesser immédiatement».

Pour le chef de l'Exécutif, «il est certes permis, en démocratie, de donner son avis. Mais jamais de semer la zizanie». Comme à son habitude, le Premier ministre tenait à rappeler la situation dans notre environnement immédiat.

«Nous sommes dans un environnement de crises extrêmes et graves (...) L'Algérie reste, pour autant, une référence en matière de stabilité politique et même géostratégique. Je



C'est Sellal qui dirigera la campagne électorale de Bouteflika.

sillonner beaucoup de capitales et je sais de quoi je parle.»

Pour Sellal, seul Bouteflika est «garant de la pérennité de cette stabilité». Mais dans tous les cas, «jamais nous ne permettrons de replonger dans le passé ! Plus jamais de retour en arrière ! Il est hors de question de revivre la crise des années noires. Nous sommes prêts à mourir debout

pour cela !» Puis, faisant allusion au rendez-vous du 17 avril, le Premier ministre, qui appellera les Algériens à voter massivement, n'omettra pas de préciser : «Je suis certain que le peuple algérien, qui est conscient, restera fidèle.» Comprendre : il restera fidèle à... Bouteflika !

Abdelmalek Sellal, qui devrait officiellement se décharger, momentanément,

de ses fonctions de Premier ministre pour diriger la campagne électorale de Bouteflika dès mercredi prochain, tenait, à la même occasion, à partir de Tipasa, à déjà préparer l'opinion à ce que sera cette campagne-là. Elle se déroulera sans le premier concerné, le candidat lui-même, Abdelaziz Bouteflika.

«Le Président Bouteflika n'a pas besoin de faire une campagne électorale. Il est suffisamment connu et son programme et son bilan aussi.» En fait, Sellal dirigera un staff de campagne des plus prestigieux : lui-même directeur de campagne, il sera assisté par le président du Sénat, Abdelkader Bensalah, de l'APN, Larbi Ould Khelifa, deux anciens chefs de gouvernement, Ahmed Ouyahia et Abdelaziz Belkhadem, un ancien président du Conseil constitutionnel, Boualem Bessaïeh, deux ministres en exercice, Amara Benyounés et Amar Ghoul, le SG du FLN, Amar Saâdani et, depuis jeudi, un autre ancien président de l'APN, Abdelaziz Ziari, rejoint le groupe, selon une source sûre.

Plus que jamais depuis 1999, Abdelaziz Bouteflika est candidat de l'Etat...

K. A.

DÉVELOPPEMENT DES PORTS Option pour l'extension des infrastructures

Le ministère des Travaux publics mise sur l'extension des infrastructures portuaires, notamment au centre du pays où un nouveau grand port sera réalisé à Ténès (Chlef).

Il s'agit, explique le directeur des infrastructures maritimes au ministère des Travaux publics, invité jeudi dernier de la rédaction de la chaîne III de la Radio nationale, d'une importante extension de ce port. Ce qui permettra, selon Ferhat Djeha, de pouvoir recevoir de grands navires porte-conteneurs de dernière génération, voire d'assumer la vocation de nouveau port centre.

Ce responsable au département de Farouk Chiali confirme ainsi le projet d'un grand port au centre, visant à désengorger le port d'Alger. «Une réflexion est engagée pour la réalisation d'un nouveau port à l'ouest de Cherchell», indique Ferhat Djeha.

Inscrits dans le cadre du programme de développement des infrastructures portuaires, des projets d'extension de plusieurs ports de commerce étaient en phase d'études, indique ce cadre du MTP, citant les ports d'Oran, de Béjaïa, de Mostaganem et de Djendjen (Jijel).

«Ces extensions visent notamment l'aménagement de parcs à conteneurs et à l'augmentation du linéaire de quais de réception».

Concernant les ports pétroliers, le directeur des infrastructures maritimes a indiqué que le déplacement vers un autre site de l'ancien port pétrolier de Béjaïa est à l'étude.

Auparavant, Ferhat Djeha avait relevé l'objectif du ministère d'atteindre un nombre de 55 infrastructures de différentes vocations (commerce, pêche, plaisance) à l'horizon 2015, contre 24 ports en 1962. Ainsi, quelque 25 infrastructures portuaires avaient fait l'objet de travaux d'extension et d'aménagement, durant la période 1999-2013. Outre l'extension, le ministère des Travaux publics avait également lancé la réalisation de 16 nouveaux ports et abris de pêche durant la même période. Une dynamique pour laquelle 184 milliards de dinars (environ 2,3 milliards de dollars) ont été consacrés durant la période allant de 1999 à 2014.

Ce qui a permis, relève ce responsable, de multiplier par deux le nombre d'infrastructures portuaires, ports commerciaux et de pêche.

Chérif Bennaceur

CAMPAGNE ÉLECTORALE POUR BOUTEFLIKA Saâdani prépare ses troupes

Le secrétaire général du Front de libération nationale (FLN), Amar Saâdani, se résigne au discours soft et sans relief, au propos qui ne soulève pas de vagues. Président jeudi un conclave des étudiants et élus du parti, organisé sous le chapiteau de l'hôtel Mazafran, il a préconisé une campagne propre «dans le respect des lois de la République».

Sofiane Aït Iflis - Alger (Le Soir) - Délivré du stress des jours d'avant, lorsqu'il devait insister sur son appel à la représentation de Bouteflika pour l'élection du 17 avril et travailler, en même temps, à contenir les assauts des «redresseurs», Amar Saâdani s'occupe à mettre en train les militants du parti dans la perspective de la campagne électorale. Même si son laïus, improvisé, a été court, il souleva néanmoins par deux fois des salves d'applaudissements. Une première fois lorsqu'il demanda à l'assistance de n'avoir peur de personne,

Bouteflika, leur candidat, justifia-t-il, a un «bilan qui parle pour lui» et une seconde fois quand il souligna que les «redresseurs» sont les bienvenus dans cette campagne en faveur du Président sortant.

Pour rappel, les redresseurs du FLN, à leur tête Abderrahmane Belayat, se sont déclarés partisans du 4^e mandat pour Bouteflika et ont annoncé qu'ils s'impliqueront grandement dans la campagne électorale. Redresseurs et direction contestée du FLN se retrouvent, donc, engagés pour une même perspective : œuvrer à maintenir Bouteflika au pouvoir.

Du coup, les querelles sont mises de côté, du moins d'ici le 17 avril prochain. D'ailleurs, les deux fractions du FLN devront travailler sous les orientations de la direction de campagne de Bouteflika, laquelle n'est toujours pas installée. Mais en attendant, le FLN a décidé de poursuivre ses échauffements pré-électoraux. Amar Saâdani a annoncé l'engagement d'une série de

conférences régionales sous l'égide du parti à compter du 12 mars prochain. Ces conférences régionales débiteront par la wilaya d'El-Tarf et se clôtureront dix jours plus tard, soit le 22 mars, par une mégaconférence à Alger. Devant inévitablement évoquer la santé du Président candidat, Amar Saâdani dira que celle-ci s'améliore et évolue de mieux en mieux. Il ne pouvait soutenir autre chose, lui qui fut le plus acharné à réclamer de Bouteflika une quatrième candidature. Vu à la télévision, à l'occasion du dépôt de sa candidature auprès du Conseil constitutionnel, Bouteflika n'a pas laissé entrevoir des signes d'évolution positive de sa santé. Sa voix, entendue pendant juste 15 secondes, était éteinte. «Une fois élu, Bouteflika assumera pleinement ses prérogatives», devait soutenir Saâdani comme pour répondre à ceux qui dénoncent un mandat par procuration. Cependant, le patron du FLN s'est interdit d'affirmer quoi que ce soit sur la participa-

tion de Bouteflika à la campagne électorale. Pour lui, Bouteflika n'a pas besoin de s'adresser au peuple. «Il a parlé pendant 15 ans. Le peuple connaît Bouteflika et inversement. Ce qui se dit autour de sa candidature ne sert qu'à alimenter les polémiques.»

Saâdani s'en prendra à ceux qui appellent au boycott mais surtout à ceux qui veulent, dit-il, empêcher Bouteflika de se représenter. Peu soucieux de la cohérence, il affirmera : «On ne peut pas prétendre au boycott du scrutin tout en programmant des activités durant la campagne électorale.»

Saâdani exprimera son désaccord avec le candidat Benflis qui avait dénoncé les procès utilisés dans la récolte des signatures au profit de Bouteflika. Selon Saâdani, seul le Conseil constitutionnel est habilité à s'y prononcer.

Enfin, Saâdani s'est dit convaincu que la révision de la Constitution aura lieu après les élections.

S. A. I.

LE FFS TRANCHE LA QUESTION DE LA PRÉSIDENTIELLE PROCHAINE

Ni participation, ni boycott

Fin de suspense au FFS. Le parti a tranché la question des présidentielles. Son premier secrétaire national, M. Ahmed Betatache, dans une déclaration lue à la presse (résolution organique du conseil national) réitère la position «historique» de son parti : le Ni Ni, soit «ni boycott, ni participation».

Abder Bettache - Alger (Le Soir) - La réunion extraordinaire du conseil national du FFS qui s'est tenue hier a conclu à l'idée que «le 18 avril prochain ne sera pas un moment de cohésion sociale. Malheureusement, le fossé entre les institutions et les «citoyens» ne fera que se creuser davantage et l'Etat se délite chaque jour un peu plus». Autrement dit, et dans ces «conditions, pour le FFS, participer est inconcevable. L'option du boycott, même si elle est respectable, ne constitue pas à elle seule une alternative. Dans l'ordre historique et dans l'ordre stratégique, dans l'étape actuelle, la reconstruction d'un consensus national autour

d'un programme et d'un calendrier de transition est notre objectif majeur. Nous avons la conviction inébranlable que nous ne le reconstruirons pas seuls, la porte demeure ouverte à tous ceux qui y viendront, par delà leur position du moment».

En effet, dans sa résolution politique, le plus vieux parti de l'opposition démocratique en Algérie a indiqué que «le consensus national et la démocratie ne seront pas au rendez-vous au lendemain des élections présidentielles du 17 avril prochain. (...) Le prochain scrutin ne permettra certainement pas de conjurer les risques de vide politique, d'instabilité institutionnelle,

de radicalisation possible et n'effacera pas les pressions économiques, diplomatiques voire sécuritaires qui s'accroissent sur notre pays. Comme ne sera pas effacé le risque de scénarios catastrophiques comme vécus par nombre de pays dans notre aire régionale». «Faut-il évoquer les défis économiques et sociaux formidables qui se posent pour nous. Le scrutin à venir nous permettra-t-il un sevrage sans douleur de la rente pétrolière, nous permettra-t-il de venir au bout des fléaux du chômage, de la précarité et de l'exclusion ?», s'est interrogé le conseil national du FFS.

Poussant plus loin son argumentaire sur la question, tout en essayant d'explicitier sa position voire la «justifier» par rapport à cette élection, le FFS dira «qu'il ne compte toujours pas sauver le sys-

tème au nom du patriotisme, mais il n'oublie toujours pas le patriotisme au nom de la démocratie», et d'ajouter : «Toute la problématique est là : comment sauver le pays, consolider les libertés et défendre les pluralismes sans sauver le système ? C'est un chemin qui n'est pas facile. Mais peut-être, faut-il au moins savoir ce qu'il ne faut pas faire comme refuser les radicalisations violentes. Les expériences que nous avons vécues et celles que nous voyons se dérouler en Égypte, en Libye, au Soudan ou en Ukraine sont édifiantes. Notre choix est irréversible : toutes nos actions s'inscrivent dans une logique de changement pacifique», lit-on dans le document.

Enfin pour conclure, le FFS considère que le prochain «scrutin n'est décisif que pour le système».

A. B.